



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 07 octobre 2024

Régional

Le nombre de transactions d'entreprises en baisse en Afrique de l'Est

Selon un rapport d'I&M Burbidge Capital, le nombre de transactions d'entreprises a baissé depuis le début de l'année 2024 en Afrique de l'Est. Entre janvier et août 2024, 73 transactions d'entreprises ont été enregistrées, contre 89 l'année précédente sur la même période. Le Kenya, qui concentre la majorité des transactions enregistrées dans la région, a enregistré une forte baisse de celles-ci (48 entre janvier et août 2024, contre 67 l'année précédente). Cette baisse s'expliquerait par le ralentissement de l'activité au Kenya. Si le nombre de transactions a aussi baissé en Ethiopie (2, contre 7), il a augmenté en Tanzanie (9, contre 3) et en Ouganda (8, contre 7). Au Rwanda, le nombre de transactions reste inchangé (6).

Burundi

Le Burundi et Monaco signent un accord - cadre de coopération

Le 5 octobre 2024, en marge du 19^{ème} Sommet de la Francophonie, Madame Berro-Amadeï, ministre des Relations extérieures et de la Coopération, et Monsieur Shingiro, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement de la République du Burundi, ont signé un accord-cadre de coopération. L'accord vise à soutenir les priorités nationales de développement dans les domaines tels que la santé, l'éducation et la protection de l'enfance, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et l'accès au travail décent.

Comores

Financement de 9,5 MEUR de la Banque africaine de développement (BAD) pour soutenir la digitalisation de l'économie

Le 30 septembre dernier, la BAD a approuvé un financement pour les Comores de 9,5 MEUR pour la mise en œuvre du Projet d'appui à la digitalisation de l'économie comorienne. Ce montant comprend un don de 4,0 MEUR du Fonds africain de développement (FAD) et un financement de 5,5 MEUR de la Facilité d'appui à la transition. Le coût total du projet est de 22,5 MEUR. Ce projet inclura: (i) la construction d'un centre de données (ii) la mise en place d'un incubateur à

l'université de Moroni pour soutenir le développement de start-ups, et (iii) la création d'un centre d'information et d'orientation pour aider les étudiants et adultes dans leurs choix d'études et de parcours professionnels.

Ethiopie

La Banque centrale accorde cinq licences pour l'ouverture de bureaux de change

La Banque centrale d'Ethiopie (NBE) a annoncé le 2 octobre l'octroi de licence d'opération à cinq sociétés locales pour opérer des bureaux de change indépendants. Leurs activités seront restreintes à l'achat et à la vente de devises, uniquement sur des transactions « spot » avec délivrance immédiate des devises achetées ou vendues. La limite d'achat de devises auprès d'un client est fixée à 10 000 USD. La délivrance de devises est restreinte aux personnes devant voyager, pour un montant maximal de 5 000 USD (voyages personnels) ou 10 000 USD (voyages d'affaires). Avant la réforme du change, entérinée par la publication d'une directive de la Banque centrale le 29 juillet dernier, aucun bureau de change indépendant n'était autorisé à exercer des activités en Ethiopie. Cette ouverture devrait encore faciliter l'accès aux devises, notamment pour les particuliers.

Un investissement de 2,6 Mds USD nécessaire pour moderniser le secteur des transports et de la logistique

Le ministère des Transports et de la Logistique d'Ethiopie a publié début octobre un rapport intitulé "Perspectives de réforme pour les chemins de fer et le transport terrestre en Ethiopie". L'objectif de ce rapport est d'établir un constat sur la situation du transport et de la logistique en Ethiopie et d'identifier des perspectives de réformes. L'Ethiopie n'est aujourd'hui pas compétitive à l'export, et ses importations restent très coûteuses, en raison des coûts de transport et logistiques particulièrement élevés. Or, ces derniers pourraient être réduits de -30% avec l'amélioration des corridors routiers et ferroviaire. Les principales difficultés du secteur sont dues à des problèmes opérationnels avec des routes inefficaces et une mauvaise connectivité multimodale, notamment à Djibouti. Le rapport souligne l'importance d'une évolution réglementaire et institutionnelle pour une meilleure gestion des infrastructures ferroviaires et logistiques, notamment la création d'un organe indépendant de régulation du rail. Le ministère estime à plus de 2,6 Mds USD l'investissement nécessaire pour moderniser les infrastructures logistiques avec, au cœur de ces projets le corridor éthio-djiboutien. Ce travail préparatoire aux réformes est soutenu par la Banque mondiale depuis décembre 2023 et s'inscrit dans les priorités identifiées du programme gouvernemental *HomeGrown Economic Reforms 2.0* afin de faciliter l'ouverture de l'économie éthiopienne.

Kenya

Signature d'un prêt concessionnel de 34 MEUR pour un projet de renforcement du réseau électrique, co-financé par l'AFD

Le 3 octobre 2024, l'Ambassadeur de France au Kenya a signé les documents de financement pour un prêt concessionnel de la Direction générale du Trésor de 34 MEUR, déjà co-financé par l'Agence française de développement (AFD) à 48 MEUR, visant à renforcer le réseau électrique du Kenya. Ce projet, qui inclut la construction d'un centre de contrôle avec l'entité française Grid Solutions SAS de GE Vernova et L&T, au bénéfice de Ketraco, l'opérateur du système électrique kényan, est essentiel pour améliorer la sécurité et la fiabilité du système électrique

et aura de nombreux impacts positifs sur le développement environnemental, social et économique du pays.

La maturité de la dette publique diminue

Selon le Trésor kényan, l'échéance moyenne de la dette publique kenyane est tombée à 7,8 ans en juin 2024, contre 9,4 ans en 2023. Cela induit que l'Etat kényan doit rembourser sa dette dans un temps plus restreint, ce qui l'expose davantage au risque de refinancement. Cette évolution s'expliquerait par la perception accrue du risque par les investisseurs, tant locaux qu'étrangers, et à l'accès limité aux prêts semi-concurrentiels et concessionnels de plus long terme, conséquence du passage du Kenya au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La dette publique totale s'élevait à 82,5 Mds USD en juin, dont 42,2 Mds USD de dette domestique et 40,3 Mds USD de dette externe.

La Banque centrale réduit son taux directeur à 12,00 % dans un contexte de baisse de l'inflation

La Banque centrale du Kenya (CBK) a réduit, le 8 octobre, son taux directeur à 12,00%, contre 12,75%. Pour rappel, la CBK avait amorcé son cycle d'assouplissement monétaire en août, dans un contexte de baisse continue de l'inflation. En septembre, l'inflation a de nouveau diminué: elle atteint son plus bas niveau depuis 12 ans, selon l'Institut national de statistiques du Kenya (KNBS). La décision de la CBK vise à soutenir l'accès au crédit du secteur privé. Dans le même temps, la Banque centrale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024, à +5,1% (après +5,4%).

Les exportateurs de produits frais touchés par le retrait des services de fret des compagnies aériennes

Le sous-secteur kényan des produits frais risque de subir des pertes massives à l'approche de la haute saison, en raison du retrait de plusieurs compagnies aériennes internationales de fret opérant à l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA). Ce retrait est principalement dû à un réajustement vers des marchés plus lucratifs avant la saison des fêtes, ainsi qu'à l'absence d'accords contraignants garantissant la desserte du marché local. Par exemple, les compagnies aériennes de fret gagnent jusqu'à 8 USD par kilogramme entre l'Asie et les États-Unis, contre seulement 2,5 à 2,8 USD par kilogramme au Kenya.

Madagascar

Légère hausse des créances sur l'économie en mars 2024 en glissement annuel

Selon la Banque centrale de Madagascar (BFM), les créances sur l'économie ont atteint 10 927,9 Mds MGA (environ 2,3 Mds EUR) en mars 2024, soit une hausse de +1% par rapport à mars 2023. Les crédits à court terme ont baissé de -8,9% en g.a., les crédits à moyen et long terme ont cru de +13,7% en un an.

Maurice

Signature de l'accord de financement de 200 MUSD pour le projet d'extension de l'aéroport de Rodrigues

Les autorités mauriciennes ont signé ce 23 septembre à Port-Louis l'accord de financement pour le projet d'extension de l'aéroport de Plaine Corail à Rodrigues avec la Banque mondiale et l'Union Européenne (UE) pour un montant total de 200 MUSD. La Banque mondiale a octroyé un prêt de 184 MUSD et l'UE, un don de 15,6 MEUR. Le gouvernement mauricien contribuera à hauteur de 1,4 Md MUR

(environ 27,8 MEUR). Le projet, qui inclut une nouvelle piste d'atterrissage mesurant 2,1 km de long, devrait être lancé cette année et se conclure en 2029.

Ouganda

Nouvelle baisse du taux directeur à 9,75 %

La Banque centrale a abaissé, le 7 octobre, son taux directeur de -25 points de base, à 9,75 %. Il s'agit de la deuxième baisse en l'espace de deux mois, au moment où la Banque centrale a amorcé son cycle d'assouplissement monétaire. Cette décision s'inscrit dans un contexte de baisse continue de l'inflation. En parallèle, la parité du shilling ougandais montre une remarquable stabilité (+0,9 % depuis le début de l'année fiscale) en dépit de mouvements adverses sur les comptes extérieurs.

Rwanda

Ecobank Rwanda et CFAO Mobility proposent un financement exclusif pour les véhicules électriques BYD

Ecobank Rwanda Plc a signé un protocole d'accord avec CFAO Mobility, afin d'offrir un financement exclusif pour les véhicules électriques BYD. L'efficacité et l'écoresponsabilité, ainsi que les incitations gouvernementales qui rendent l'investissement dans les technologies vertes plus attrayant, ont augmenté la demande de véhicules électriques au Rwanda. Les véhicules électriques BYD peuvent être achetés grâce à un plan de paiement étalé sur cinq ans ne dépassant pas 50 % du revenu mensuel et sont assortis d'une garantie de 8 ans, assurant un service pendant toute cette période.

Seychelles

Diminution des prêts non performants

Selon la Banque centrale des Seychelles, le pourcentage des prêts non performants (PNP) rapporté au montant total des prêts bruts des institutions de dépôt (hors Seychelles Credit Union) a atteint 7,2 % en juillet 2024 (contre 8,7 % en janvier 2024). Les fonds propres réglementaires par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques (*Regulatory capital to risk-weighted assets*) s'élevaient à 18,7 % en juillet dernier, contre 22,7 % un an plus tôt. Le rendement des actifs (ROA) et le rendement des capitaux propres (ROE) a augmenté à respectivement 3,5 % et 36,3 % en juillet 2024, contre 2,2 % et 22,6 % un an plus tôt.

Somalie

L'Italie suspend la délivrance de visas Schengen aux passeports somaliens

La semaine dernière, l'ambassade d'Italie a suspendu la délivrance de visas Schengen aux détenteurs de passeports somaliens. La mission italienne n'a pas donnée d'explication. Selon le *Passport index*, qui classe les pays selon la puissance de leur passeport, la Somalie se situe à la 95^e place mondiale (sur un total de 99 place). Le passeport somalien reste le plus difficile à utiliser parmi les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. A titre de comparaison, le Soudan, le Soudan du sud et l'Erythrée se situent à la 91^e place, derrière l'Ethiopie (89^e), le Burundi (87^e), Djibouti (87^e), les Comores (82^e), Madagascar (77^e), l'Ouganda (73^e), le Rwanda (72^e), la Tanzanie (70^e), le Kenya (69^e), Maurice (30^e) et, enfin les Seychelles (25^e).

Soudan

Discussions en cours avec la Chine sur des projets d'énergie et d'eau

Le ministre de l'Énergie et du Pétrole a annoncé que des discussions étaient en cours avec la Chine concernant la renégociation des contrats pétroliers, en particulier sur les questions de la dette envers les sociétés d'exploitation et l'augmentation de la production pétrolière, actuellement à seulement 20 % de son potentiel. Il a précisé que les deux parties ont déjà conclu des accords relatifs à la réhabilitation de la raffinerie de Khartoum ainsi qu'à l'inspection et la réparation des pipelines, estimant à 18 Mds USD les dommages subis par les infrastructures pétrolières, dont la valeur totale est d'environ 55 Mds USD. Il a minimisé l'impact de la guerre sur la raffinerie de Khartoum, affirmant que celle-ci continue de fonctionner partiellement malgré la guerre. Fin septembre, le ministre de l'Énergie avait également discuté avec une délégation de la China Water Enterprise, en visite à Port-Soudan, concernant plusieurs projets dans les deux secteurs de l'électricité et de l'eau. Parmi ces projets figurent notamment des projets d'énergie solaire et de construction de lignes haute tension. Ces discussions font suite à la visite du président du Conseil de la Souveraineté à Pékin dans le cadre du sommet Chine-Afrique, qui s'est tenu début septembre.

Soudan du Sud

Achèvement d'une mission FMI

Une équipe du FMI a mené une mission à Djouba entre le 25 septembre et le 2 octobre, dans le cadre de la 3^{ème} revue du programme PMB (Program with Board Involvement). Dans sa déclaration de fin de mission, le chef de la délégation du FMI a souligné que l'économie reste très affectée par des facteurs exogènes, en particulier des répercussions du conflit au Soudan et des mauvaises conditions climatiques. Le FMI estime que la croissance du PIB devrait atteindre -6 % sur l'année fiscale 2023/2024. L'activité a été également affectée par la chute des exportations pétrolières: depuis février 2024, un oléoduc transportant près de 70 % des exportations pétrolières Sud-Soudanaise ne fonctionne pas. La chute des revenus pétroliers a conduit à une forte dépréciation du SSP (South Sudanese Pound), faisant fortement augmenter l'inflation. L'inflation aurait atteint +107% en glissement annuel en juillet 2024. A moyen terme, le FMI anticipe toutefois une amélioration de la situation grâce à l'absorption des effets du choc. Cette amélioration reste cependant conditionnée à la mise en œuvre des réformes économiques prévues par les autorités, qui incluent des ajustements fiscaux et monétaires ainsi qu'une amélioration de la gouvernance et de la transparence.

Tanzanie

Les exportations ont fortement augmenté depuis le début de l'année 2024

Le déficit du compte courant de la Tanzanie s'est fortement réduit depuis le début de l'année 2024. Entre janvier et août 2024, il atteint -2,6 Mds USD, contre -3,9 Mds USD à la même période de 2023. Cela s'explique par l'amélioration des performances du secteur extérieur. Selon le rapport économique de la Banque de Tanzanie (BoT) pour septembre, les exportations de biens et services ont atteint 15,1 Md USD à la fin de l'exercice 2024, contre 13,3 Md USD au cours de la même période en 2023, soit une augmentation de +13,3 %. Ces progrès ont été soutenus par la reprise économique mondiale, une forte croissance des exportations et une augmentation modérée des factures d'importation, ainsi que par des prix internationaux favorables des matières premières. Cette croissance remarquable a été largement tirée par l'augmentation des recettes des services, notamment du

tourisme, ainsi que par l'augmentation des exportations d'or et de produits traditionnels tels que le tabac, les noix de cajou et les produits horticoles. L'un des principaux moteurs de cette augmentation a été la hausse des exportations d'or, qui ont grimpé de +8,2 % pour atteindre 3,2 Md USD, reflétant à la fois les effets de volume et de prix.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu BRUCHON mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEFEBVRE samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr